Document généré le 15 mai 2024 13:15

Études internationales

Mousnier, Roland, *Social Hierarchies*, Methuen Publications, Agincourt, Ont., 1969 et 1973.

Michel David

Volume 7, numéro 1, 1976

URI : https://id.erudit.org/iderudit/700656ar
DOI : https://doi.org/10.7202/700656ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

David, M. (1976). Compte rendu de [Mousnier, Roland, *Social Hierarchies*, Methuen Publications, Agincourt, Ont., 1969 et 1973.] *Études internationales*, *7*(1), 136–137. https://doi.org/10.7202/700656ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1976

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

dont les opinions politiques ne représentent pas une *incipit Vita Nova* mais se développent en rapport au donné infantile. L'ensemble de nos opinions politiques est « ordonné, structuré, agencé au gré des impulsions de l'enfance, des préjugés, des préjugements, des rêves, des mythologies, des croyances de longtemps intériorisés, sans oublier l'essentiel, les pulsions profondes de notre Moi le plus caché, nos complexes et nos libidos les plus inavouables » (p. 42).

Après avoir ainsi montré les phases évolutives de la socialisation, l'auteur projette son attention sur les « macrofacteurs de socialisation » (pp. 82–105), tels que la Nation, le Parti, la Classe sociale, quelque peu négligés au profit du facteur religieux. La cinquième partie, intitulée « de la propagande » (pp. 104–128), trouve un complément remarquable dans une belle section dont le titre est aussi alléchant que le contenu : « Symboles et liturgies politiques » (pp. 129–149) et qui permet à l'auteur de nous démontrer que tous les « instruments de socialisation nationale, civique, politique et partisane n'acquièrent leur pleine efficacité intégratrice que s'ils agissent au départ de points d'appuis préexistants et de liturgie ».

La conclusion (septième partie), « La personnalité et les options politiques fondamentales » (pp. 149–182), permet à l'auteur de revendiquer simultanément le poids de la socialisation politique et le volontarisme politique « si la liberté absolue, l'originalité radicale de l'Homme, née de lui seul, sont des mythes, la socialisation « termitisante » de l'individu est un épouvantail, prétexte à tirades alarmistes sans consistance » (p. 153).

Cette citation illustre parfaitement les limites et les qualités de ce nouvel écrit impertinent de Léo Moulin, qui s'efforce de revenir à un discours critique en sciences sociales et de remédier à la langueur – à l'exception des travaux de Bourdieu et de Percheron – des recherches sur la socialisation en langue française.

Jacques ZYLBERBERG
Sciences sociales
Université Laval

MOUSNIER, Roland, *Social Hierarchies*, Methuen Publications, Agincourt, Ont., 1969 et 1973.

Tous les familiers de l'historiographie française connaissent bien le débat qui opposa pendant de nombreuses années M. Mousnier à l'historien soviétique Boris Porchnev. La dispute avait pour origine l'interprétation à donner aux mouvements de révolte populaire qui secouèrent une grande partie de la France dans la première moitié du XVIIe siècle. Les implications étaient cependant beaucoup plus vastes. En fait, toute l'explication de la société française d'Ancien Régime était en jeu. C'est dans la perspective de ce débat qu'il convient de situer l'ouvrage de l'auteur sur les hiérarchies sociales.

L'ouvrage est divisé en deux parties d'inégale longueur précédées d'une introduction dans laquelle l'auteur propose une théorie de l'origine de la stratification sociale qui n'est pas sans rappeler Durkheim. Toute stratification sociale provient de la différenciation sociale et de l'évaluation sociale. À l'origine de cette différenciation, la division du travail social qui assigne à chaque membre de la société des fonctions spécifiques. Ces fonctions n'étant pas toutes estimées également, il en résulte une hiérarchie des fonctions selon l'estime en laquelle elles sont tenues. Les hiérarchies sociales résultent donc d'un ensemble de jugements de valeurs sociaux portés sur les fonctions sociales, cet ensemble constituant le « principe fondamental » de la société.

L'auteur présente ensuite les principaux types de stratification sociale qui s'élaborent à partir du principe fondamental. Il peut s'agir de stratification en « ordres », en « castes » ou en « classes », que l'on soit généralement en présence de types intermédiaires empruntant des éléments à plus d'un type, l'un d'eux demeurant cependant le type dominant. Dans la perspective du débat avec Porchnev, c'est la société d'ordres qui intéresse davantage M. Mousnier. La seconde partie de son livre – la plus longue – se

veut un essai de classification des sociétés d'ordres. Ces sociétés sont celles où la stratification sociale résulte non pas du degré de pureté ou d'impureté religieuse (société de castes), ni du rôle joué dans le mode de production (société de classes), mais d'après l'estime accordée par la société à certaines fonctions qui peuvent n'avoir aucun rapport avec la production de biens matériels. Selon la fonction privilégiée par le consensus social, la société d'ordres sera militaire, administrative, théocratique, liturgique, philosophique, voire même technocratique.

Beaucoup – dont l'auteur de ces lignes – ne seront pas d'accord avec toutes les propositions de M. Mousnier. L'explication de la stratification sociale à partir de l'évaluation sociale suggère l'image d'une harmonieuse collaboration entre les différents groupes sociaux qui n'est que très rarement observée par l'historien. En fait, ce sont plutôt les conflits et les tensions entre ces groupes qui retiennent son attention. D'autre part, la définition très économiste du concept de classe proposée par l'auteur le force à ne l'utiliser que de façon très limitée : seules les sociétés capitalistes du XIXe siècle, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, sont présentées comme des sociétés de classes. On peut se demander si bon nombre de sociétés présentées ici comme des sociétés d'ordres ne sont pas en fait des sociétés de classes où l'ordre joue un rôle très particulier sur le plan idéologique et juridique. Cette interprétation ne discrédite nullement le concept d'ordre : au contraire, elle lui donne tout son sens. Dans l'ancienne société française, par exemple, l'accent mis sur la fonction de protection de la noblesse servait vraisemblablement à masquer certaines fonctions économiques et sociales de la seigneurie rurale. L'expression de société d'ordres peut même devenir franchement ambiguë. Ainsi le lecteur ne manquera pas d'être surpris de retrouver sous une même étiquette (société d'ordres philosophique) des formations sociales aussi différentes que la France ligueuse, l'Allemagne hitlérienne et... la Russie soviétique. Nul ne songe à nier la nette tendance technocratique de notre temps : faut-il pour autant en conclure à l'aube d'une nouvelle société d'ordres ? Ne serait-ce pas plutôt notre même société de classes qui change de visage en s'adaptant ?

Malgré ces réserves, on ne saurait trop recommander la lecture de cet ouvrage. Embrasser une aussi vaste matière en quelque deux cents pages est une entreprise d'une rare difficulté. M. Mousnier y est parvenu d'une façon admirable. Que l'on soit d'accord ou non avec l'auteur, on réfléchira beaucoup.

Michel DAVID

Département d'histoire,
Université de Montréal

SEWELL, James P., *UNESCO and World Politics : Engaging in International Relations*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1975, x + 384p.

Ce livre est fort bienvenu pour au moins deux raisons. D'abord, il y a peu d'études générales sur l'UNESCO ; à la liste qu'en donne Sewell à la page 28, on ne pourrait ajouter que quelques rares articles. Ensuite, ce livre est la première étude scientifique sur l'UNESCO depuis une dizaine d'années, si l'on fait exception du chapitre sur l'UNESCO dans *The Anatomy of Influence* publié en 1973 sous la direction de R. W. COX et H. K. JACOBSON, chapitre écrit précisément par Sewell. Si l'on ajoute à ce livre ceux de W. H. C. LAVES et C. A. THOMSON (*Unesco : Purpose, Progress, Prospect*, 1957), J. THOMAS (*U.N.E.S.C.O.*, 1962), T. V. SATHYAMURTHY (*The Politics of International Cooperation : Contrasting Conceptions of U.N.E.S.C.O.*, 1964), et le chapitre sur l'UNESCO dans *The Anatomy of Influence*, on a, à mon avis, les études sur l'UNESCO les plus importantes.

Pour l'auteur, cette étude est la seconde qu'il consacre à l'UNESCO, la première s'in-